

# Économie des Politiques Territoriales

*Master Territoires & Transitions*

Sciences Po Lyon – École d'Économie de Saint-Étienne

Carla Morvan

2025-2026

# Part IV

## Économie Publique Locale

# Économie Publique Locale

## 1. Introduction

## 2. Fonctions de l'état

2.1 Typologie de Musgrave

2.2 Biens publics locaux

## 3. Théorie de la décentralisation

3.1 Le théorème de la décentralisation (Oates, 1972)

3.2 Tiebout (1956) : "Voter avec les pieds"

## 4. Quelle taille optimale pour les collectivités ?

4.1 Les rendements d'échelles croissants

4.2 Croissance locale et effet de débordement

## 5. Conclusion

# Plan

1. Introduction
2. Fonctions de l'état
3. Théorie de la décentralisation
4. Quelle taille optimale pour les collectivités ?
5. Conclusion

# Introduction : Économie publique locale

- La littérature spatiale et urbaine s'est surtout focalisée sur :
  - le foncier, l'emploi, les coûts de transport
- Mais le rôle des **collectivités locales** est central :
  - instruments fiscaux et de taxation,
  - fourniture de biens publics locaux,
  - choix politiques influençant directement les citoyens
  - ... ou indirectement via prix, emploi, transport.
- L'économie publique locale fournit un cadre pour réfléchir :
  - aux **objectifs** légitimes de l'action publique locale,
  - aux **instruments** efficaces (ou à éviter),
  - aux **réactions** des ménages et entreprises.

- Bases du chapitre : **fonctions de l'État, biens publics locaux, fédéralisme fiscal.**

→ Biblio : Le Maux et Paty, 2020, "Économie Publique Locale"

# Plan

## 1. Introduction

## 2. Fonctions de l'état

### 2.1 Typologie de Musgrave

### 2.2 Biens publics locaux

## 3. Théorie de la décentralisation

## 4. Quelle taille optimale pour les collectivités ?

## 5. Conclusion

## Un débat centré sur l'allocation des ressources

- Question clé : faut-il **centraliser** ou **décentraliser** l'offre de biens et services publics ?
  - **Centralisation** : décision et financement au niveau national.
  - **Décentralisation** : transfert de compétences et de ressources aux collectivités locales.
- Référence classique : **Musgrave (1959)** trois fonctions de l'État :
  - ① Allocation des ressources (efficacité),
  - ② Redistribution (équité),
  - ③ Stabilisation (croissance & prix).
- Ces fonctions servent de cadre pour analyser les arguments en faveur ou contre la décentralisation.

## La fonction d'allocation des ressources

- Objectif : atteindre un **optimum de Pareto**.
  - *Situation où il n'est pas possible d'améliorer le bien-être d'un agent sans détériorer celui d'un autre.*
- Selon le **1er théorème du bien-être** (Arrow & Debreu) :
  - sous hypothèses de concurrence parfaite, les équilibres de marché sont Pareto-optimaux.
- Mais en réalité le marché ne fonctionne pas parfaitement :
  - **Externalités** (pollution, spillover),
  - **Biens collectifs purs** (défense, éclairage public),
  - **Rendements d'échelle croissants** (monopoles naturels).
- Alors l'intervention publique justifiée pour corriger les défaillances.

## Exemple : Pollution de l'air à Paris (2012–2022)

**Défaillance de marché** : externalité négative (pollution routière).

Action publique :

- normes européennes : modernisation du parc automobile,
- création d'une **Zone à Faibles Émissions** (2017),
- réduction du trafic : pistes cyclables, piétonnisation, baisse du stationnement.

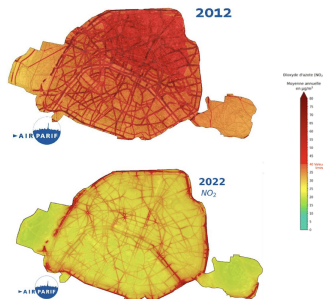


Figure 1 : Concentrations annuelles moyennes en NO<sub>2</sub> à Paris – cartes de référence 2012 et 2022 issues des bilans de la qualité de l'air de Paris

Entre 2012 et 2022 : baisse de 40% des concentrations de NO<sub>2</sub> (Airparif).

Source : Airparif

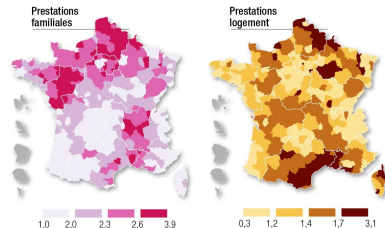
## La fonction de redistribution

- Objectif : **équité** : une répartition jugée plus juste des revenus et richesses.
- **2ème théorème du bien-être** (Arrow-Debreu) :
  - tout optimum de Pareto peut être atteint en ajustant les dotations initiales.
  - ensuite, on peut « laisser faire le marché ».
- Instruments de redistribution :
  - fiscalité progressive (impôt sur le revenu, patrimoine),
  - transferts sociaux (allocations, minima sociaux, retraites).
- Limites / difficultés :
  - désincitations (effort, investissement),
  - évasion et fraude fiscales,
  - économie souterraine.

## La redistribution : impôts et prestations sociales

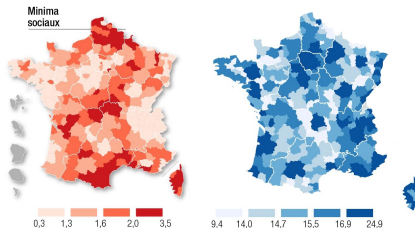
Part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages en 2013

En %, par zone d'emploi



Part des prélèvements d'impôts dans le revenu disponible en 2013

En %, par zone d'emploi



Sources : Insee Filosoft 2013, IGN GéoFla 2015 • Réalisation : CGET, 2017

### ● Mécanisme de redistribution :

- Impôts : plus élevés dans les territoires riches,
- Prestations : plus importantes dans les territoires pauvres.
- Objectif : réduire les inégalités de revenus et soutenir les ménages défavorisés.

## La fonction de stabilisation

- Objectif : maintenir un cadre macroéconomique stable
  - **plein emploi** des facteurs de production,
  - **stabilité des prix** (inflation maîtrisée).
- Outils principaux :
  - politiques budgétaires (dépenses, impôts),
  - politiques monétaires (taux d'intérêt, liquidité).
- Vision keynésienne :
  - en période de crise, : en période de crise et de chômage, l'investissement et l'emploi ne peuvent repartir que si les entreprises anticipent une hausse de la demande. L'État devrait donc intervenir via des politiques de relance afin de stimuler cette dernière.
- Critiques monétaristes :
  - la relance budgétaire crée inflation et dettes,
  - pour eux le chômage ne peut être combattu que par des politiques d'ordre structurel

## Exemple : La relance face au Covid-19

- Choc brutal en 2020 :
  - chute du PIB français de **-8,0 %**,
  - explosion du chômage partiel, risque de faillites massives.
- Réponse publique exceptionnelle :
  - **"Quoi qu'il en coûte"** (mars 2020) : aides directes aux entreprises, chômage partiel financé par l'État,
  - plans de soutien sectoriels (automobile, culture..)
  - plan de relance **France Relance** (2021) : 100 milliards €.
- Objectifs :
  - maintenir l'emploi et le revenu des ménages,
  - éviter faillites en chaîne,
  - soutenir la demande pour préparer la reprise.
- Résultats :
  - recul historique du PIB en 2020, mais reprise rapide en 2021 (+6,8 %),
  - chômage contenu autour de 8 % malgré la crise.

## Conclusion : Musgrave et (dé)centralisation

- Les trois fonctions de Musgrave (1959) :
  - ① Allocation des ressources : efficacité,
  - ② Redistribution : équité,
  - ③ Stabilisation : croissance & emploi.
- Ces fonctions servent de **grille d'analyse** pour discuter centralisation/décentralisation :
  - **Allocation** : dépend de l'échelle pertinente (locale vs nationale),
  - **Redistribution** : plutôt centralisée pour garantir l'équité,
  - **Stabilisation** : presque exclusivement centrale (budget, monnaie).
- Musgrave ne tranche pas, mais il permet de **structurer le débat** et d'évaluer quelle fonction doit relever de quel niveau de gouvernement.

## De Musgrave aux biens publics locaux

- **Au niveau local**, la fonction centrale est l'**allocation** d'après la fonction de Musgrave :
  - les collectivités locales « produisent » et financent des services publics,
  - exemples : voirie, transport urbain, restauration scolaire, sécurité, équipements culturels et sportifs.
- Ces services ont souvent les caractéristiques de **biens collectifs purs**.
- D'où la nécessité de comprendre la typologie des biens et les conditions d'une fourniture optimale.

## Typologie des biens (Samuelson, 1954)

	<b>Exclusion</b>	<b>Non-exclusion</b>
<b>Rivalité</b>	Bien privé (vêtements, nourriture)	Bien commun (ressources naturelles)
<b>Non-rivalité</b>	Bien de club (autoroute à péage, cinéma)	Bien collectif pur (éclairage public, défense nationale)

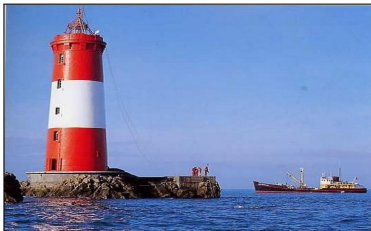
- Deux critères : **rivalité** et **exclusion**.
  - Biens collectifs purs : non-rivaux, non-exclusifs : Personne ne veut payer et personne ne veut en produire
- Intervention de l'Etat

## Bien collectif pur $\neq$ Bien public

- Un **bien collectif pur** est défini par ses caractéristiques d'usage
  - Non-rivalité (consommation partagée sans épuisement),
  - Non-exclusion (impossible d'empêcher l'accès).
- Un **bien public** est défini par son mode de **financement/gestion** :
  - financé par des fonds publics,
  - fourni par une autorité publique.

→ Tous les biens collectifs purs doivent être des biens publics, mais tous les biens publics ne sont pas des biens collectifs purs !

## Bien collectif pur ou pas ?



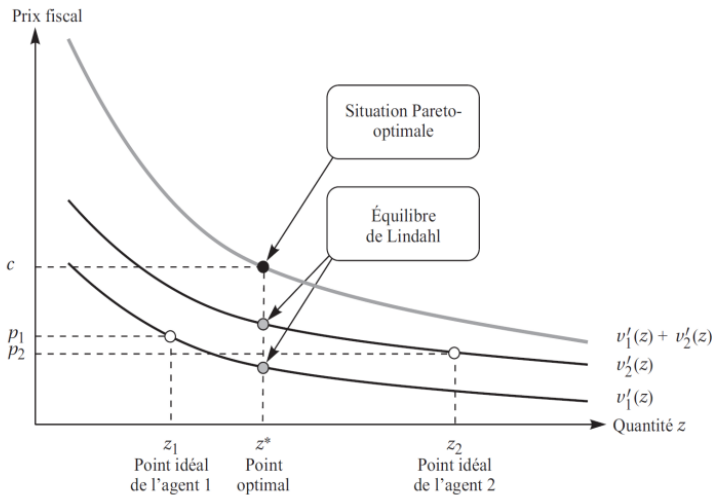
## Samuelson (1954) : Fourniture optimale de bien collectifs purs

- **Problème :**
  - Biens collectifs purs → non-exclusifs, non-rivaux,
  - Pas d'incitation privée à les produire → **offre insuffisante.**
- **Action publique légitime :**
  - L'État doit financer et fournir ces biens via l'impôt.
- **Question normative :** Quelle quantité de bien collectif doit être produite ?

## Samuelson (1954) : Fourniture optimale de bien collectifs purs

- **Problème** :
  - Biens collectifs purs → non-exclusifs, non-rivaux,
  - Pas d'incitation privée à les produire → **offre insuffisante**.
- **Action publique légitime** :
  - L'État doit financer et fournir ces biens via l'impôt.
- **Question normative** : Quelle quantité de bien collectif doit être produite ?
- **Conditions de Samuelson** : la demande globale égalise le coût marginal de production du bien collectif.
  - le gouvernement doit comparer le bénéfice social total d'une unité supplémentaire avec son coût, et produire jusqu'au point où les deux s'équilibrent.
  - Problème : comment connaître l'étendue des préférences individuelles, information de nature privée pour chacun des agents.

## Optimum parétien et équilibre de Lindahl : le cas de deux agents



Economie Publique Locale, Le Maux & Paty 2021

## Quelles solutions pour déterminer la fourniture des biens collectifs ?

- **Évaluation socio-économique:**
  - Maximisation du **surplus collectif**,
  - via une analyse coûts-bénéfices pour guider les choix publics.
- **Marché politique** : (chapitre 6)
  - Rencontre entre l'offre politique et la demande des électeurs,
  - mais l'équilibre politique  $\neq$  optimum économique.
- **La décentralisation** : (maintenant)
  - Théorème de la décentralisation (Oates, 1972) : adaptation aux préférences locales,
  - Mobilité et « vote avec les pieds » (Tiebout, 1956),
  - État Léviathan (Brennan & Buchanan, 1980) : discipline budgétaire par la concurrence.

# Plan

1. Introduction

2. Fonctions de l'état

3. Théorie de la décentralisation

3.1 Le théorème de la décentralisation (Oates, 1972)

3.2 Tiebout (1956) : "Voter avec les pieds"

4. Quelle taille optimale pour les collectivités ?

5. Conclusion

## Le théorème de la décentralisation (Oates, 1972)

- Idée centrale : une autorité centrale **ne peut pas tenir compte de la diversité des demandes locales.**
- L'échelon décentralisé rapproche le décideur public des réalités des territoires.
- **Tocqueville (1848) :**  
*« chez les grandes nations centralisées, le législateur est obligé de donner aux lois un caractère uniforme qui ne comporte pas la diversité des lieux et des mœurs. »*

## Modèle simplifié

- Deux collectivités A et B produisent un bien public au prix  $c$ .
- Hypothèses :
  - Les populations des deux collectivités sont identiques
  - Préférences homogènes à l'intérieur de chaque collectivité.
  - Mais **préférences différentes d'une collectivité à l'autre.**

**Vaut-il mieux centraliser ou décentraliser la fourniture ?**

## Modèle simplifié

- Deux collectivités A et B produisent un bien public au prix  $c$ .
- Hypothèses :
  - Les populations des deux collectivités sont identiques
  - Préférences homogènes à l'intérieur de chaque collectivité.
  - Mais **préférences différentes d'une collectivité à l'autre.**

### **Vaut-il mieux centraliser ou décentraliser la fourniture ?**

- ① Cas d'un bien privé : exemple de la cantine scolaire
  - Chaque agent paie le coût marginal  $c$  par unité consommée.
  - La commune A préfère un service bio, la commune B préfère un service basique moins cher.
  - **Centralisation** : entraîne une perte de bien-être si les préférences sont différentes entre A et B.
  - **Décentralisation** : permet de mieux refléter l'hétérogénéité des préférences.

## Modèle simplifié

- Deux collectivités A et B produisent un bien public au prix  $c$ .
- Hypothèses :
  - Préférences homogènes à l'intérieur de chaque collectivité.
  - Mais **préférences différentes d'une collectivité à l'autre.**

### **Vaut-il mieux centraliser ou décentraliser la fourniture ?**

- ② Cas d'un bien collectif pur : exemple des transports publics
  - Chaque agent paie  $c/N$  dans sa collectivité (coût par habitant)
  - La consommation d'un agent n'impacte pas celle des autres (non-rivalité).
  - **Décentralisation** : reflète les différences de préférences entre collectivités.
  - **Centralisation** : permet une **mutualisation des ressources**  
→ coût marginal divisé par  $2N$ , le coût est partagé par plus d'habitants. (économie d'échelle)

## Quelle échelle pour fournir les biens publics ?

- **Recommandation d'Oates (1972) :**

- La décentralisation est d'autant plus souhaitable que les préférences des citoyens sont hétérogènes.
- Mais, la décentralisation n'assure pas une révélation parfaite des préférences.

→ **Eclairage du Modèle de Tiebout (1956) :**

- Les citoyens « votent avec leurs pieds » en choisissant la collectivité qui correspond à leurs préférences.

## Le modèle de Tiebout (1956)

- La décentralisation suppose que les collectivités connaissent les préférences locales, mais celles-ci sont en réalité **incomplètes et difficiles à observer**.
  - comment révéler ces préférences ?
- **Réponse de Tiebout** : par la **mobilité résidentielle**.
- « La mobilité résidentielle ou la sédentarisation remplace le test habituel du marché et révèle la demande de biens publics d'un consommateur-électeur. » (Tiebout, 1956)*

## Le mécanisme de Tiebout

Hypothèses :

- Les collectivités offrent des paniers différents :
  - Biens et services publics,
  - Niveau de taxe associé.
- Agents mobiles et parfaitement informés
- Pas de coûts de mobilité ni de barrières à l'entrée.

## Le mécanisme de Tiebout

Hypothèses :

- Les collectivités offrent des paniers différents :
    - Biens et services publics,
    - Niveau de taxe associé.
  - Agents mobiles et parfaitement informés
  - Pas de coûts de mobilité ni de barrières à l'entrée.
- les agents choisissent leur lieu de résidence selon leurs préférences.
- **Chaque collectivité reflète les préférences de ses résidents.**

## Le mécanisme de Tiebout

Hypothèses :

- Les collectivités offrent des paniers différents :
    - Biens et services publics,
    - Niveau de taxe associé.
  - Agents mobiles et parfaitement informés
  - Pas de coûts de mobilité ni de barrières à l'entrée.
- les agents choisissent leur lieu de résidence selon leurs préférences.
- **Chaque collectivité reflète les préférences de ses résidents.**

Résultat attendu :

- Révélation des préférences,
- Fourniture orientée vers l'**optimum de Pareto**.

## Évidence empirique : Les résidents d'une même collectivité sont-ils vraiment homogènes comme le prédit le cadre théorique de Tiebout ?

**Tu, Garcia et al. (2020).** *Specifying preference heterogeneity regarding natural attributes of urban green spaces*

in Paris "Intra-muros".

Comment les habitants valorisent les espaces verts ?

→ **forte hétérogénéité des préférences**, selon :

- revenu, âge, jardin privé,
- fréquence d'usage des espaces verts.

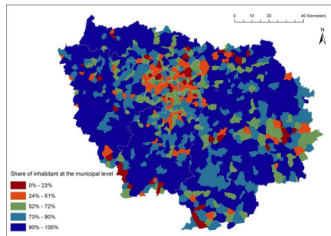


Figure 2: Share of inhabitants at the municipal level having access in 2017 to a recreational green space

Part d'habitants ayant accès à un espace vert récréatif en 2017 (Île-de-France).

# Évidence empirique : les agents choisissent-ils leur résidence en fonction des dépenses et impôts ?

**Reschovsky (1979), Residential Choice and the Local Public Sector** *Journal of Urban Economics*

- Analyse des mobilités résidentielle aux États-Unis.

Summary of Fiscal Results from Mover Regressions

		Owners			Renters		
		Coefficient	t Stat.	Elasticity	Coefficient	t Stat.	Elasticity
Lower income	EFFTAX	-0.023	(-2.10) <sup>a</sup>	-2.38	-0.047	(-4.48) <sup>b</sup>	-4.82
	EXPPRO	0.015	(2.73) <sup>b</sup>	1.42	0.018	(2.85) <sup>b</sup>	1.70
	SCHBEN	-0.00002	(-0.69)	-0.76	0.00003	(1.4)	1.08
Middle income	EFFTAX	-0.009	(-1.13)	-0.91	-0.027	(-1.92) <sup>a</sup>	-2.76
	EXPPRO	0.001	(0.25)	0.09	0.029	(-3.87) <sup>b</sup>	2.77
	SCHBEN	-0.00009	(-2.95) <sup>b</sup>	-2.94	0.0001	(4.60) <sup>b</sup>	4.44
Higher income	EFFTAX	-0.013	(-1.18)	-1.32	-0.044	(-0.75)	-4.46
	EXPPRO	0.00002	(0.06)	0.00	0.017	(1.09)	1.60
	SCHBEN	0.00006	(2.03) <sup>a</sup>	2.04	-0.0001	(2.36) <sup>a</sup>	-4.84

<sup>a</sup> Significant at the 0.05 level.

<sup>b</sup> Significant at the 0.01 level.

impôts effectifs (EFFTAX), dépenses publiques locales (EXPPRO), dépenses scolaires (SCHBEN)

## Évidence empirique : Choix résidentiel

Approche plus récente : Méthode des **prix hédoniques** :

- Est ce que l'offre de bien public et les impôts affectent les prix de l'immobilier ?

**Hilber & Mayer (2009), "Why Do Households Without Children Support Local Public Schools? Linking House Price Capitalization to School Spending" *Journal of Urban Economics*.**

- Les dépenses scolaires locales sont fortement capitalisées dans les prix immobiliers.
  - Même les ménages sans enfants soutiennent l'investissement scolaire, car cela augmente la valeur de leur logement.
- le marché immobilier traduit les préférences locales → preuve indirecte du « vote avec les pieds ».

## Décentralisation mais jusqu'où?

La décentralisation permet :

- d'adapter l'offre aux préférences locales,
- d'être au plus proche des citoyens.

**Mais une question demeure :**

- Quel est le bon niveau de collectivité pour fournir un bien public ?
- À partir de combien d'utilisateurs est-on « trop nombreux »... ou « pas assez » ?

# Plan

1. Introduction
2. Fonctions de l'état
3. Théorie de la décentralisation
4. Quelle taille optimale pour les collectivités ?
  - 4.1 Les rendements d'échelles croissants
  - 4.2 Croissance locale et effet de débordement
5. Conclusion

## Quelle taille optimale pour les collectivités ?

### **Big is beautiful :**

- Économies d'échelle,
- Réduction des coûts des services publics,
- Baisse potentielle de la fiscalité.

### **Small is beautiful :**

- Proximité avec les citoyens,
- Meilleure prise en compte des préférences locales,
- Plus de réactivité politique.

**→ Quelle taille de collectivité permet de concilier efficacité économique et proximité démocratique ?**

## Les principales formes de coopération locale en France

### Deux grands types de structures intercommunales : Forme

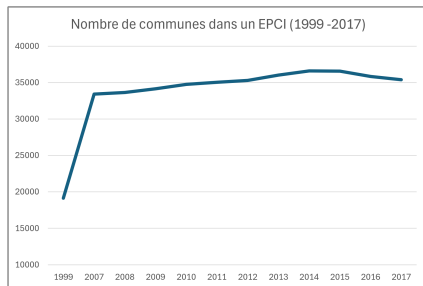
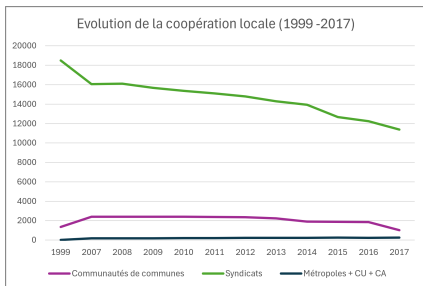
#### fédérative : EPCI à fiscalité propre

- **Métropoles** : > 400 000 hab. | fiscalité professionnelle unique
- **Communautés urbaines** : > 250 000 hab.
- **Communautés d'agglomération** : > 50 000 hab.
- **Communautés de communes** : > 15 000 hab. | fiscalité additionnelle

#### Forme associative : EPCI sans fiscalité propre

- **SIVU** : syndicat intercommunal à vocation unique
- **SIVOM** : syndicat intercommunal à vocation multiple
- → financés par les contributions et reversements des communes

## Evolution de la coopération locale



D'après les données de Le Maux et Paty 2020

## Rendements d'échelle : définition

- **Économie d'échelle** : baisse du coût moyen unitaire lorsque la quantité produite augmente.
- Raisons principales :
  - **Coûts fixes élevés** → dilution avec le nombre d'utilisateurs.
  - **Mutualisation** des équipements et des infrastructures.
  - **Pouvoir de négociation** accru auprès des fournisseurs.
  - **Accès à de meilleures conditions de financement.**
  - **Apprentissages et innovations technologiques.**

## Exemple : service d'eau en France

### **Garcia & Thomas (2001)** — *The Structure of Municipal Water Supply Costs*

- Données : panel de collectivités locales de la région bordelaise
- Résultat :
  - **Économies d'échelle** : le coût moyen par usager baisse avec la taille.
  - **Économies de scope** : en produisant conjointement, eau distribuée et gestion des pertes est plus efficace.

## Déséconomies d'échelle

- Au-delà d'un certain seuil, **le coût moyen augmente** avec la taille :
  - complexité organisationnelle,
  - coûts de coordination,
  - lourdeurs administratives.
- **Perte de proximité** avec les citoyens :
  - décisions moins adaptées aux préférences locales,
  - dilution de la responsabilité politique.

## Exemple : coopération intercommunale en France

**Paty & Ubeda (2023)** — *Inter-municipal cooperation and the provision of local public goods*

- Généralisation de la coopération intercommunale en France
- La mutualisation permet-elle de réaliser des **économies d'échelle** ?
- ↑ Dépenses locales de +20% en moyenne après coopération.
- Effet marqué sur les **politiques urbaines** (transports, voirie, collecte déchets).
- ↑ Transports publics : forte hausse de la dépense après transfert à l'intercommunalité.
- ↓ Légère baisse observée seulement pour l'eau (économies d'échelle réelles).
- Conclusion : **pas de baisse de dépense globale**, mais un « zoo effect »

## Les déséconomies d'échelle : le « zoo effect »

- les réductions de dépenses publiques après coopération ne sont pas systématiques;
- **Effet zoo** (Oates, 1988) :
  - la baisse du coût unitaire permet de fournir de nouveaux services,
  - élargissement de la variété des biens publics locaux,
  - amélioration de la qualité de certains services.

## Favoriser le développement et la croissance locale

- Les dépenses publiques locales génèrent des **effets de débordement** :
  - infrastructures de transport (routes, bus, métro, aéroports),
  - zones d'activités, pôles de compétitivité,
  - écoles, universités, biens culturels et sportifs.
- Ces investissements bénéficient :
  - aux habitants de la collectivité qui finance,
  - mais aussi aux habitants des collectivités voisines.

## Deux types d'effets de débordement (Bédard, 1967)

- **Effets directs :**

- influencent directement la satisfaction des usagers,
- ex. habitants de la périphérie utilisant les équipements culturels ou sportifs d'une ville-centre.

- **Effets indirects :**

- liés à la croissance économique locale et aux mouvements des facteurs,
  - ex. emplois créés par les zones d'activités, tourisme, économies d'agglomération.
- Impacts différés mais durables sur le bien-être des habitants.

## Ville-centre et périphérie : un exemple classique

**Boskin, M. (1973). *Local government tax and product competition and the optimal provision of public goods.***

- La **ville-centre** finance seule des biens et services publics
- **Problème de financement** :
  - à court terme : offre insuffisante car la ville supporte seule le coût,
  - à long terme : incitation des ménages à se localiser en périphérie → éviter l'impôt, mais profiter des services.
- **Conséquence** :
  - inefficacité collective : services sous-financés,
  - risque de **suburbanisation** et baisse de qualité des biens publics.

## Solutions aux effets de débordement

La prise en compte de ces effets de débordement implique un système de taxes ou de subventions mutualisé.

- **Coopération intercommunale :**
  - offre conjointe de biens publics locaux,
  - financement par une taxe prélevée sur toutes les communes partenaires,  
→ résout le problème du passager clandestin.
- **Dotations correctrices de l'État :**
  - subventions attribuées aux villes-centres qui fournissent des biens publics bénéficiant aux périphéries,
  - exemple : en France, la **Dotation globale de fonctionnement (DGF)**,
  - inclut une dotation supplémentaire pour les charges de centralité et pour les communes touristiques.

# Plan

1. Introduction
2. Fonctions de l'état
3. Théorie de la décentralisation
4. Quelle taille optimale pour les collectivités ?
5. Conclusion

## Conclusion : limites des théories d'économie publique locale

- Les cadres théoriques offrent des repères importants :
  - Musgrave (1959) : allocation, redistribution, stabilisation,
  - Oates (1972) : intérêt de la décentralisation,
  - Tiebout (1956) : révélation des préférences par la mobilité,
  - Rendements d'échelle et coopération intercommunale,
  - Effets de débordement et rôle des dotations.
- ... mais présentent plusieurs limites :
  - hypothèses trop fortes (mobilité parfaite, homogénéité des préférences, information complète),
  - faible prise en compte des comportements stratégiques (suburbanisation, passagers clandestins),
  - difficulté à capter les effets indirects et de long terme,
  - décalage avec les pratiques institutionnelles réelles.

## De la théorie à l'évaluation empirique

- Les théories de l'économie publique locale donnent un **cadre analytique**.
- Mais pour juger de l'efficacité réelle des politiques locales :
  - il faut mesurer leurs effets concrets,
  - sur le développement économique, le bien-être, les inégalités territoriales.
- **Nouvelle étape : l'évaluation des politiques publiques locales**, mobilisant données et méthodes empiriques (quasi-expérimentations, économétrie).

→ **Comment mesurer ce que font réellement les politiques territoriales ?**